

politique et la lutte économique que les porte-paroles "ouvriers" cultivèrent avec amour dans l'esprit des travailleurs.

En 1914, le soutien des syndicats à l'égard de l'Etat est allé extrêmement loin dans tous les pays belligérants. En France, les leaders de la C.G.T anarcho-syndicaliste jouèrent aux nouveaux Conventionnels chargés d'entretenir la flamme sacrée de "La Patrie en danger!". Ses chefs les plus en vue ne tardèrent pas à siéger au Comité de Secours National, en compagnie des représentants de la haute-finance, de l'Eglise et du Capital. Partout dans le monde la participation syndicale à l'"Union Sacrée" fut la règle commune de l'ensemble du mouvement international, excepté de très rares cas comme par exemple celui des I.W.W, dont nous ne pouvons pas parler dans le cadre de ce texte sans faire l'historique du développement de l'idéologie capitaliste et de la tactique opportuniste des syndicats. Ces choses-là, résultent moins de la doctrine sociale qui les inspire que des caractéristiques du capitalisme.

Cette guerre qui ravagea durant cinq années les pays de la vieille Europe marqua la faillite complète du syndicalisme, du réformisme et de l'anarcho-syndicalisme.

Les syndicats n'avaient pas pour autant trahi les travailleurs. Leur rôle dans la phase précédente, c'était d'arriver à vendre la force de travail à meilleur prix, de faire la solidarité entre toutes les corporations par la lutte contre la concurrence des ouvriers entre eux, et ainsi d'obtenir, à l'intérieur du cadre capitaliste, l'aménagement de conditions matérielles satisfaisantes.

Ces fonctions, ils ne peuvent plus les remplir dans un capitalisme en crise ouverte, qui n'accorde alors que des salaires qu'il est en mesure de dispenser. C'est le cas actuellement, où de très longues grèves n'apportent aux travailleurs que des 1 ou 2% d'augmentation.

Le but des syndicats est donc, comme celui des partis bourgeois, d'aménager la vie des ouvriers dans la société de classes, de calmer leur mécontentement par quelques miettes supplémentaires, de réajuster les salaires (échelle mobile, ...) Les partis et les syndicats qui proposent l'amélioration de la vie du travailleur dans les conditions du capitalisme sont autant de freins à l'action autonome de la classe ouvrière pour son auto-émancipation. La critique pratique de ces partis et syndicats, faite par l'absentéisme aux élections, la mise à sac des locaux des syndicats, les séquestrations de cadres et par les grèves sauvages confirment le contenu non-réformiste de la future organisation de la classe.

Ainsi, la classe refuse sa collaboration avec les autres classes même si pour l'instant, elle ne le manifeste que par des actions épisodiques et partielles. Pour réaliser ses intérêts de classe